



Déclaration préalable de la FSU 91 au CHSCTD du mercredi 1^{er} avril 2020

Madame la directrice académique,

Ce CHSCTD a lieu dans une période totalement inédite : Nous avons pu entendre le président de la république déclarer que "nous étions en guerre" ; la France est confinée depuis maintenant 15 jours. Après 15 jours de confinement, un fait s'impose : le pays tient grâce à des salariés souvent précaires et méprisés (éboueurs, caissières, vigiles...) et aux services publics, notamment l'hôpital et l'Éducation Nationale. Les personnels de l'Éducation Nationale sont mobilisés pour faire face à une crise sanitaire sans précédent liée à l'épidémie du coronavirus : ils y sont mobilisés d'abord comme citoyens, ensuite comme soutiens familiaux, enfin comme professionnels. Nous sommes inquiets pour nos familles, pour nos enfants, pour ceux que nous ne pouvons plus entourer de notre amitié, de notre solidarité. Il faut s'occuper de nos proches, résister à l'anxiété et au désarroi liés à la pandémie et au confinement, participer à l'accueil des enfants de soignants, et assurer cette fameuse « continuité pédagogique ». Le gouvernement ne pourra s'exonérer d'une reconnaissance, en acte, de cet engagement sans faille.

Ce qui est premier, c'est la situation sanitaire. Cette crise exceptionnelle devrait pousser notre ministre à l'humilité, au sens du réalisme et à une modération humaniste. Nous en sommes pourtant très loin. Le 12 mars au soir, le président déclarait que "Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre Etat-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe. Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché." Et pourtant, dès le vendredi 13 mars, s'est installée, pour les personnels de l'Éducation Nationale, une véritable cacophonie ! Ordres et contre ordres n'ont cessé de se succéder lors du premier week-end. Derrière ces incohérences, nous avons surtout vu poindre le désir de voir les personnels au travail coûte que coûte, fût-ce au mépris de leur santé. Certains chefs prévoyaient des réunions, des temps de présence sur l'emploi du temps. Les collègues, qui nous ont contactés alors, étaient totalement sidérés. A plusieurs reprises le ministre Blanquer a pris des positions en décalage avec les consignes officielles. Si l'heure n'est pas à la polémique, il faudra faire le bilan *a posteriori* de cette gestion de la pandémie dans l'éducation Nationale. C'est ce que demande la FSU.

Depuis le lundi 16 mars, nous subissons l'exigence ministérielle de la « continuité pédagogique ». Alors que le ministre annonçait depuis des semaines que nous étions prêts, les collègues dans les établissements et dans les écoles, se demandaient en quoi nous étions préparés à travailler avec le numérique. Nous savons combien les situations familiales sont diverses, les équipements des familles inégaux et surtout combien l'ENT et l'ensemble des outils institutionnels sont peu fiables dans leur fonctionnement. La FSU, à l'instar de la très large intersyndicale, demande l'abandon de cette illusion. L'expression "continuité pédagogique" est délétère, elle laisse supposer qu'une crise de cette ampleur, que cette « guerre » selon le président de la République, ne devrait avoir aucune incidence sur les apprentissages des élèves. Elle culpabilise les parents et les professeurs et constitue une pression à un moment où l'anxiété devient un problème de santé majeur. Après les bugs du début de crise et les injonctions de certaines hiérarchies, nombres de collègues se trouvent en situation de stress. Ils ont dû compenser en toute bonne foi les défaillances des outils mis à leur disposition, eux-mêmes mal sécurisés, et ils se sont tournés vers les solutions du marché, accentuant les risques de dérives. La FSU rappelle que l'utilisation de réseaux non conformes à la charte académique est extrêmement problématique et demande aux services ministériels de nous doter de moyens efficaces.

Elle pose aussi la question de la formation à ces moyens dans l'avenir. Nombre de collègues nous ont également fait part de tensions naissantes avec certains parents sur la quantité de travail donné. L'enseignement à distance n'est pas une journée de classe et nous devons maintenir le lien entre les élèves, leur(s) enseignant.e(s) et les apprentissages. Ce que dit la continuité pédagogique, c'est que le présentiel est indispensable et irremplaçable. Ce qu'elle ne dit pas, c'est son impact sur la santé des personnels : troubles musculo-squelettiques, horaires atypiques, fatigue oculaire, épuisement s'accumulent et mettent en danger chacun des agents.

Des comportements de chefs d'établissement ou d'IEN nous inquiètent aussi. Ils manifestent le stress de personnels d'encadrement qui perdent pied, comme de trop nombreux enseignants. Des « protocoles » s'élaborent ici ou là, sans aucun contrôle de leur validité au regard de la situation sanitaire et des exigences ministérielles. Enfin, l'ensemble des collègues est bien conscient de la fracture numérique et culturelle pour les familles les plus fragiles. Pour la pallier, des solutions ont été élaborées localement pour leur faire parvenir des supports d'apprentissages (permanences dans les écoles, envoi par courrier, etc.). Toutes ces solutions, si elles partent d'une intention louable, sont absolument contraires aux mesures de confinement nécessaires aujourd'hui. C'est pourquoi la FSU demande l'arrêt immédiat de tous ces dispositifs qui mettent en danger personnels, parents, facteurs, etc.... Une vie vaut bien plus que quelques photocopies.

Nous avons enfin alerté la Directrice Académique de l'Essonne sur les conditions inacceptables dans lesquelles nos collègues volontaires sont amenés à accueillir les enfants des soignants dans les écoles. Les enseignants font preuve d'un engagement sans faille et d'autant plus remarquable qu'il se fait au détriment de leur santé, voire au péril de leur vie, pour accueillir dans les écoles ces élèves. Il est inacceptable que les mesures de protection et d'hygiène ne soient pas appliquées, que le matériel indispensable ne soit pas systématiquement fourni dans les écoles et que le nettoyage et la désinfection des locaux ne soient pas réalisés plusieurs fois par jour. Nous demandons qu'un « protocole d'accueil départemental » avec des recommandations précises visant à protéger les personnels en réduisant au maximum le risque de contamination soient destiné aux personnels de l'Éducation Nationale qui accueillent des enfants de personnes indispensables à la gestion de la crise sanitaire. Lorsque les enseignants volontaires seront malades, qui assurera l'accueil des enfants ?

Non, l'Éducation Nationale n'était pas prête à assurer un tel défi. Non, les moyens mis à disposition ne sont pas à la hauteur. Non, la formation, indigente depuis de nombreuses années, ne prépare pas nos métiers à de telles contraintes. Non, les différents gouvernements n'ont jamais pris en compte l'équipement personnel des enseignants en outils correspondant aux exigences des programmes et des injonctions. Non, ce n'est pas à nous d'assurer le financement de ces outils, ce que nous sommes malgré tout obligés de faire. Non, un téléphone personnel n'est pas un téléphone professionnel.

On ne peut s'empêcher de noter combien la logique du « flux tendu » est devenue dominante à tous les étages de la société. On se souvient d'un ministre de l'éducation dont l'objectif était de « dégraisser le mammoth ». Il peut être satisfait : tous les mammoths sont bel et bien dégraissés. Ce qu'on a oublié, c'est que la graisse est la réserve que les animaux se constituent pour pouvoir survivre aux périodes de disette. Un animal « dégraissé » est un animal fragile dès qu'un accident arrive. A force de réductions de budget, de suppression de postes et de suppression des stocks, il n'y a plus de gras nulle part. Et c'est ainsi qu'en dégraissant, on fait régresser...

Notre ministre ignore que ce sont les agents qui incarnent une politique et que le fossé qu'il accentue chaque jour entre eux et lui rend son projet délétère pour les personnels. Cette situation de crise doit être l'occasion de restaurer la confiance envers les agents de l'éducation nationale, tous les agents. Qu'en sera-t-il de l'après-crise ? La FSU demande, à l'issue du confinement, la tenue d'un CHSCT extraordinaire pour organiser la reprise du travail dans de bonnes conditions pour tous les personnels de l'Éducation nationale. Plus que jamais cette instance doit vivre et fonctionner pour permettre à tous d'assurer un service public, juste et de qualité.